

Saint-Avé

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Service Finances et Achats Durables

N° 2014-064

DÉCISION DU MAIRE

SIGNATURE D'UN AVENANT N°1 RELATIF À UN MARCHÉ DE TRAVAUX

**Opération : Travaux de réhabilitation de la maison du bois de Kerozer en atelier de poterie
Lot n° 2 : revêtements de sols et murs, isolation, doublage (marché n° 2013-322)**

Projet de Territoire « Saint-Avé 2030 »		
Enjeu : <i>Une identité de Saint-Avé à proximité de Vannes</i>	Objectif : <i>Gérer et entretenir, valoriser le patrimoine immobilier et mobilier</i>	Action : <i>Rénover la maison de Kerozer pour en faire un centre de ressources des métiers d'arts</i>

VU l'article L.2122-22 du code général des collectivités territoriales,

VU la délibération n° 2014/4/78 du conseil municipal en date du 7 avril 2014, donnant délégation au Maire, pour la durée de son mandat, pour prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget,

VU la décision n° 2013-099 du 18 novembre 2013 relative à la signature du marché visé en objet,

VU le projet d'avenant numéro 1 au marché n° 2013-322,

Le Maire de la commune de Saint-Avé (Morbihan),

DÉCIDE

Article 1^{er} : DE PASSER avec les sociétés RONCO (5600 Vannes), mandataire du groupement, LE NEVEU (56890 Saint-Avé) et CELARD DU PLATRE (56190 Lauzach), membres du groupement momentané d'entreprises formé également avec les sociétés VACHERY (56880 Plœren) et BEGUIN (56610 Arradon), titulaire du marché du lot n° 2 «revêtements de sols et murs, isolation, doublage» dans le cadre des travaux de réhabilitation de la maison du bois de Kerozer en atelier de poterie, un avenant n° 1, dans les conditions détaillées dans le projet d'avenant susvisé, pour un montant total en moins-value de 1 122,99 € HT. Les modifications intervenues font ainsi passer le montant du marché de 28 097,06 € HT à 26 974,07 € HT, soit une diminution du montant du marché de 4 %.

Article 2 : DE PRÉCISER que les crédits nécessaires sont inscrits aux budgets de la commune.

Article 3 : D'INFORMER le conseil municipal, lors de sa prochaine réunion, de cette décision qui fera l'objet des mêmes règles de publicité que celles applicables aux délibérations, conformément au code général des collectivités territoriales.

Article 4 : D'ADRESSER la présente décision à M. le Préfet du Morbihan et à M. le Receveur municipal, et de signer et notifier l'avenant correspondant aux entreprises concernées visées à l'article

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

056-215602061-20140919-2014-064-AU

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 22/09/2014

Publication : 22/09/2014

Fait à Saint-Avé, le 19 septembre 2014

Le Maire,

Anne GALLO



Anne GALLO